

unité praxis

Solidarität, Austausch, Wirkung –
aus Sicht der Personellen
Entwicklungszusammenarbeit

Solidarité, échange, impact –
points de vue de la coopération
par l'échange de personnes



SCHWERPUNKT THÈME PRINCIPAL

Country Ownership stärken Renforcer l'appropriation par les pays

Partizipation & Entscheidungskompetenzen des Globalen
Südens in der Entwicklungszusammenarbeit
Leadership et participation du Sud global dans la coopération

INTERVIEW Page 6

**L'appropriation
par les pays**

REPORTAGE Seite 10

**Mission 21
bricht Macht-
strukturen auf**

CARTON JAUNE Seite 13

**Häiti: Impérialisme
culturel**

KOLUMNE Seite 18

**Armut, Hunger
und Fragilität**

SCHWERPUNKT THÈME PRINCIPAL

AKTUALITÄT ACTUALITÉS



Country Ownership stärken
Renforcer l'appropriation par les pays

Aktualität
Actualités

Interview: L'appropriation par les pays est incontournable pour un développement efficace

Page 6

Kolumne: Steigende Armut, Hunger und Fragilität

Seite 18

Reportage: «In zunehmend fragilen Kontexten sind wir auf das Wissen und die Erfahrung unserer Partner angewiesen»

Seite 10

Carton Jaune:
Haïti – Impérialisme culturel et Santé

Page 13

Reportage: Une coopération respectueuse et une écoute réciproque

Page 14

Foto links Im agroökologischen Schulgarten in Montero (Bolivien) lernen Schüler:innen wie sie zu Hause einen Biogarten anlegen können. Das Projekt wurde von der Bolivierin Adriana Montero initiiert. Die Comundo-Fachperson Marisol Hofmann hilft mit, das Projekt auf andere Schulen und Regionen auszudehnen.

Quelle Comundo

Foto rechts In New Delhi (Indien) spannte die Partnerorganisation COI von SAM global mit anderen lokalen Organisationen zusammen, um Lebensmittelpakete an die Bevölkerung zu verteilen, die während der Corona-Pandemie plötzlich keine Einkommensmöglichkeiten mehr hatte.

Quelle SAM global

L'appropriation locale face aux exigences des bailleurs



Raji Sultan,
Secrétaire général

Photo Unité

En Suisse, la coopération au développement a compris depuis longtemps que sans appropriation locale, la durabilité de tout projet de développement est fragilisée, voire impossible. C'est pourquoi notamment les organisations membres d'Unité s'engagent en premier lieu pour renforcer les capacités de partenaires locaux, sur la base de leurs besoins propres.

Néanmoins, cette conviction est mise au défi par les exigences des bailleurs de fonds en matière de priorités, qualité, redevabilité ou encore de gestion financière. Des organisations de la base, dans des contextes fragiles et avec peu de ressources, se retrouvent dans l'obligation de mettre en œuvre des concepts, des processus administratifs, des projets et des outils définis à des milliers de kilomètres dans d'autres langues. Un défi quasiment impossible à relever pour beaucoup d'organisations, qui pourtant jouent un rôle clé pour les populations locales et pourraient s'avérer, avec plus de moyens, déterminantes pour éliminer par exemple la faim ou la pauvreté dans une région donnée.

Ces demandes des bailleurs sont pourtant légitimes. Elles visent à s'assurer que les fonds – souvent des contribuables – sont utilisés à bon escient, de manière transparente et ne sont pas détournés à d'autres fins. Sans elles, il serait aujourd'hui impossible de maintenir le financement des programmes de coopération par les parlements nationaux ou, encore plus important, de mobiliser des ressources supplémentaires.

Face à cette apparente contradiction, il s'agit de trouver des solutions pragmatiques qui s'appuient sur les méthodologies, les outils et les pratiques existants au niveau local. Cela passe par une coopération étroite sur le terrain, avec un appui aux organisations locales pour répondre aux exigences, mais aussi en amont, ce qui est encore trop rare aujourd'hui, par l'intégration des voix partenaires du Sud au sein des décisions des bailleurs ou partenaires du Nord. Cela inclut notamment l'implication des organisations et communautés locales tout au long du cycle du projet : de la définition des objectifs aux méthodes d'évaluation, en passant par la mise en œuvre et les processus de redevabilité. Un cadre plus inclusif, flexible et agile est urgemment nécessaire.

Abel Beda est coordinateur Général d'ARFA, une organisation partenaire d'E-CHANGER au Burkina Faso. Il est ingénieur socio-économiste rural, possède un Msc en management des crises et actions humanitaires. Il est spécialisé dans la transition agroécologique, l'agriculture intelligente face au changement climatique et la sécurité alimentaire.

Bibata Dao collabore avec l'organisation burkinabé ARFA depuis octobre 2018 comme responsable des ressources humaines. Grâce à une maîtrise en droit et un master en gestion des ressources humaines, elle propose des outils adaptés pour améliorer la gestion du personnel de l'organisation.

Sergio Ferrari est journaliste. Il collabore notamment avec Swissinfo et « Le Courrier », ainsi qu'avec de nombreux journaux Latino-Américains. Depuis près de quarante ans, il s'engage pour l'organisation E-CHANGER.

Marie-Cécile Frieden est chargée de programme Burkina Faso chez E-CHANGER. Socio-anthropologue de formation, elle a travaillé dans les domaines de la recherche académique et de la coopération internationale, en Suisse et en Afrique de l'Ouest, dont le Burkina Faso où elle a vécu près de 5 ans.

L'ambassadeur Thomas Gass co-préside le Partenariat Mondial pour une Coopération Efficace au Service du Développement. De 2018 à août 2022, Thomas Gass a dirigé la Division Coopération avec le Sud de la Direction du développement et de la coopération (DDC). Auparavant, il a notamment été le premier ambassadeur suisse au Népal, puis sous-secrétaire général de la Division des affaires économiques et sociales du Secrétaire des Nations unies à New York, où il a participé à l'élaboration de l'Agenda 2030.

Katharina Gfeller leitet die Abteilung Internationale Beziehungen bei Mission 21 und ist Vorstandsmitglied bei Unité. Die studierte Sozialgeografin hat zwei Jahre als Friedensfachkraft in Indonesien gearbeitet und einen MAS-Studiengang in Non Profit Management absolviert.

Samuel Schlaefli ist Journalist und Dokumentarfilmproduzent. Seine Beiträge erschienen unter anderem bei GEO, Spiegel Online, SRF2 Kultur, NZZ am Sonntag und WOZ. Seit 2018 ist er Teil des Redaktionsteams von «Eine Welt/Un seul monde», dem Magazin der Direktion für Entwicklungszusammenarbeit (DEZA).

Tania Pierre Charles dirige depuis une dizaine d'années le Centre de Recherche et de Formation Économique et Sociale pour le Développement – CRESFED basé en Haïti. Elle est médecin de formation et actuellement candidate au Doctorat en Sciences Humaines à l'Université de Québec à Montréal.

Yakubu Joseph arbeitet seit 2015 in Nigeria als Landeskoordinator von Mission 21. Er hat einen Dokortitel in Philosophie, sowie je einen Master in internationalen Friedensstudien und in Soziologie und einen Bachelor in Soziologie und Anthropologie. Zudem verfügt er über mehr als 20 Jahre Erfahrung in der Entwicklungszusammenarbeit und humanitären Hilfe.

© 12.2022

Unité
Schweizerischer Verband
für Personelle Entwicklungszusammenarbeit
Association suisse pour
l'échange de personnes
dans la coopération
au développement
Rosenweg 25, 3007 Bern
info@unite-ch.org
www.unite-ch.org

«Praxis», das Magazin von Unité, erscheint zweimal jährlich und informiert aus dem Blickwinkel der Personellen Entwicklungszusammenarbeit über aktuelle Themen.

Le Magazine d'Unité, «Praxis», paraît deux fois par an et partage des points de vue de la coopération par l'échange de personnes sur des thèmes actuels.

Redaktion Rédaction
Sara Ryser

Titelbild Photo de couverture
Die Partnerorganisation UEEC von SAM global organisiert und verteilt in Kamerun Nahrungsmittel und Hygieneartikel für die Opfer der Raubüberfälle von Boko Haram.

Quelle SAM global

Gestaltung Graphisme
Clerici Partner Design, Zürich

Druck Impression
Printoset, Zürich

Papier Papier
Genesis, 100% Altpapier

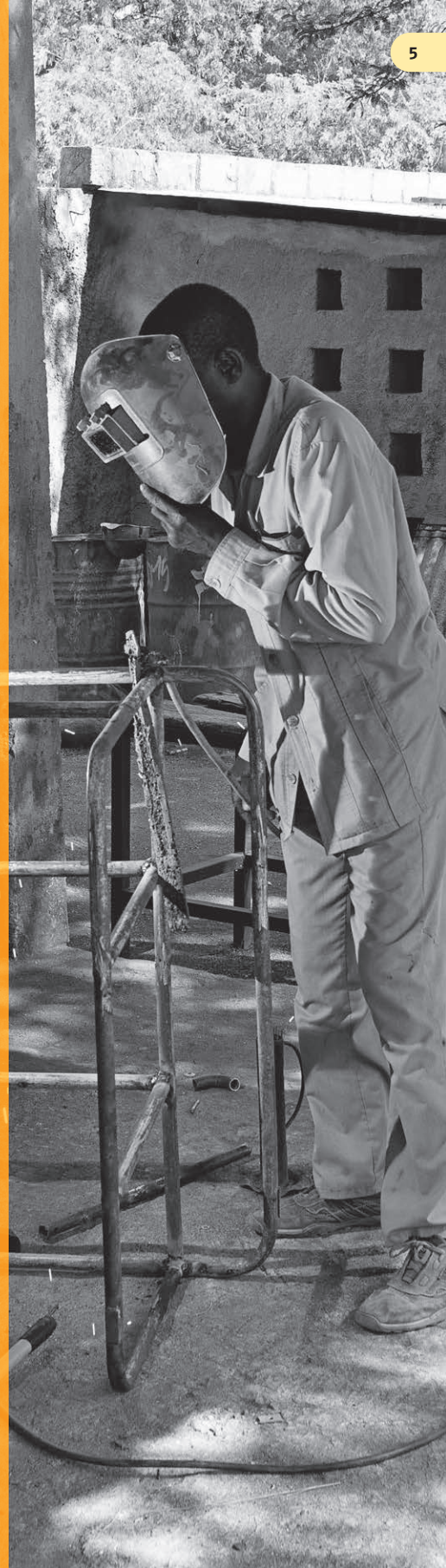
Auflage Tirage
500 Exemplare

Für den Inhalt ist ausschliesslich Unité verantwortlich. Alle Rechte vorbehalten. Unité est seul responsable du contenu de Praxis. Tous droits réservés.

Country Ownership stärken Renforcer l'appropriation par les pays

Im Ausbildungszentrum einer Partnerorganisation der Evangelischen Mission im Tschad werden jedes Jahr 40–50 Jugendliche ausgebildet. Während der polytechnischen Ausbildung lernen junge Männer unter anderem das Schweißen.

Foto MET



L'appropriation par les pays est incontournable pour un développement efficace

L'appropriation par les pays est aujourd'hui reconnue comme un élément clé d'une coopération au développement efficace. L'ambassadeur Thomas Gass, co-président du Partenariat Mondial pour une Coopération Efficace au Service du Développement nous explique pourquoi elle est déterminante pour mettre en œuvre l'Agenda 2030.

Interview
Raji Sultan

Photos
DDC

Entre janvier 2018 et août 2022, l'Ambassadeur Thomas Gass a dirigé la coopération bilatérale suisse avec les pays du Sud global. Avant de prendre son prochain poste de chef de mission au Viêt Nam, il co-préside encore jusqu'à fin 2022 le PMCED, Partenariat Mondial pour une Coopération Efficace au Service du Développement, dont la Suisse a organisé le sommet du 12 au 14 décembre à Genève. Cet organe rassemble des gouvernements, des organisations internationales, la société civile, le secteur privé et des syndicats. Il vise à optimiser l'efficacité de toutes les formes de coopération au développement dans l'intérêt commun des personnes, de la planète, de la prospérité et de la paix. Dans la cité de Calvin, ces différents acteurs ont notamment abordé le thème de l'appropriation par les pays, principe clé pour un développement efficace. Thomas Gass nous explique ce concept et ses enjeux pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable¹.

1 Les 17 objectifs
du développement durable
de l'Agenda 2030:



Qu'entend-on par « appropriation par un pays » ?

Thomas Gass Dans un cadre multilatéral et avec des contextes très hétérogènes, il est essentiel de tenir compte de toutes les parties prenantes et qu'elles participent au développement durable. Pour cette raison on ne parle pas d'appropriation seulement par les autorités, seulement par la société civile ou seulement par les populations locales, par exemple. Il y a un consensus que les solutions ne peuvent pas simplement venir de l'extérieur et que toutes les composantes d'un pays jouent un rôle clé pour le développement. L'Agenda 2030 doit être un contrat social entre l'État et sa population. Auparavant, la redevabilité était avant tout dirigée vers les bailleurs de fonds. Avec l'Agenda 2030, le principe d'une redevabilité entre les détenteurs d'obligations, les États, et les détenteurs de droits, les populations locales, est au centre.

La société civile joue un rôle clé.

Quelle serait une bonne appropriation par le pays ?

Il s'agit de mobiliser toutes les forces vives, les ressources et les capacités du pays. Cela inclut la fiscalité, mais aussi les réflexions, la créativité et l'entrepreneuriat local. Tous ces éléments doivent se mettre au service du développement durable. Nous avons aussi besoin que tous les flux financiers tiennent compte de la durabilité et, même si c'est encore insuffisant, nous constatons déjà des tendances positives avec certains conseils d'administration d'institutions financières qui repensent leurs pratiques d'investissement.



Dans le cadre de son Programme d'Appui à la Reconstruction de l'Habitat avec Formation dans le Sud (PARHAFS) en Haïti, la DDC promeut une approche participative pour l'appropriation et l'utilisation des abris par les communautés et les autorités locales.

En savoir plus :



Quel rôle joue la société civile dans ce contrat social ?

Pour qu'il devienne une réalité, il faut que les pourvoyeurs de services, les autorités centrales, régionales ou locales, soient renforcés, mais aussi que les populations comprennent à quels services elles ont droit. Elles doivent pouvoir disposer de ces informations pour qu'il y ait une redevabilité de l'État vis-à-vis d'elles. Ici, la société civile joue un rôle clé. Elle organise les populations et facilite la relation avec les autorités. Il est d'ailleurs essentiel de se mesurer par rapport à cet objectif. Les agences de développement, comme la DDC, les ONG internationales et les ONG locales doivent se poser cette question : est-ce que nos actions permettent de renforcer cette relation entre détenteurs de droits et porteurs d'obligations ? Cela est nécessaire, afin de ne pas se substituer à ceux qui doivent pourvoir les ser-

vices, même s'il est plus difficile d'y répondre dans les contextes fragiles où ces pourvoyeurs sont absents ou faibles.

Quels sont les obstacles à une meilleure appropriation par les pays ?

Les défis sont nombreux. Ils sont en partie liés au modèle économique des différents partenaires de développement, telle que l'exigence de bailleurs de fonds d'obtenir rapidement des résultats. Or, d'une part il est difficile de mesurer l'empowerment (l'octroi de plus de pouvoir et responsabilités) des populations locales, contrairement, par exemple, à la construction d'infrastructures. D'autre part, renforcer des capacités, écouter les populations locales ou les laisser influencer les processus demande du temps. Il existe aussi des contraintes administratives. Par exemple, lors de l'adoption de l'accord Grand Bar-



Au Népal, l'appropriation locale des projets de construction de routes soutenus par la DDC, grâce à une implication de la population à toutes les étapes, favorise le maintien des infrastructures et améliore la durabilité.

En savoir plus :



gain par la communauté humanitaire en 2016, il y avait un consensus pour donner plus d'argent directement aux organisations locales. Néanmoins, cela demande de trouver des modalités qui permettent d'assurer une redevabilité qui puisse remonter jusqu'au contribuable du pays donateur. Or, les organisations de la base ne disposent souvent pas de ces processus.

Comment relever ces défis ?

A la DDC, il y a par exemple de très bonnes expériences dans le Programme d'Appui aux Communes Urbaines du Mali (PACUM²), lequel vise à renforcer l'accès aux services de base grâce à des subventions et au transfert de compétences et de ressources de l'État central vers les communes. Un soutien budgétaire direct à des collectivités territoriales a été possible, grâce à un accompagnement technique. Cet appui a permis de développer une bonne gestion des fonds, une planification inclusive et participative, ainsi qu'un système de redevabilité.

Au Népal, nous contribuons également, avec l'appui d'ONG internationales, à la construction de centaines de ponts et infrastructures routières en impliquant fortement la population locale. Elle se prononce dans le choix du tracé de la route, de la manière de la construire, mais aussi participe directement à sa construction. Ces projets commencent toujours par des processus participatifs qui permettent à la population de voir comment l'intervention changera les rapports de forces, combien elle coûtera et quelle sera la part du budget total qui leur reviendra grâce à la création d'emplois. Dès la planification, la population s'approprie le projet, ce qui favorise le maintien des infrastructures et améliore la durabilité.

On constate également une augmentation des exigences des bailleurs pour les projets ou organisations qu'ils financent. N'y a-t-il pas là une contradiction avec la volonté d'une plus grande appropriation par les pays ?

Il faut distinguer l'exigence en elle-même, laquelle est généralement partagée entre tous les partenaires, par exemple de ne pas verser de dessous de table, et l'imposition d'une lourdeur

L'Agenda 2030 doit être un contrat social entre l'Etat et sa population.

administrative. Parfois, cela est possible grâce à la technologie. Lors de la reconstruction de maisons dans le sud d'Haïti à la suite de l'ouragan Matthew en 2016, l'utilisation de cartes de paiement chargées a permis d'acheter les intrants sans utiliser de paiements en cash, qui sont plus à risques. On peut également s'appuyer sur des modalités de contrôles existants déjà au sein de communautés. Celles-ci peuvent s'avérer plus efficaces que de lourds processus administratifs. La DDC a par exemple eu de très bons résultats avec des groupes d'épargne de femmes. Il s'agit ensuite d'investir pour créer un lien entre ces systèmes locaux, adaptés au contexte, et les systèmes de redevabilité des bailleurs de fonds. Cela est loin d'être impossible. ■



L'ambassadeur Thomas Gass co-préside le Partenariat Mondial pour une Coopération Efficace au Service du Développement. De 2018 à août 2022, Thomas Gass a dirigé la Division Coopération avec le Sud de la Direction du développement et de la coopération (DDC).

2 Programme d'Appui aux Communes Urbaines du Mali :



«In zunehmend fragilen Kontexten sind wir auf das Wissen und die Erfahrung unserer Partner angewiesen»

Der Ruf nach einer stärker lokal verankerten Entwicklungszusammenarbeit ist in den vergangenen Jahren lauter geworden. Im Gespräch mit Unité plädieren Katharina Gfeller und Yakubu Joseph von Mission 21 dafür, dass NGOs globaler werden und den Partnern vor Ort mehr Entscheidungsmacht abgeben.

Text

Samuel Schlaefli

Fotos

Mission 21

Dr. Yakubu Joseph,
Landeskoordinator von
Mission 21 in Nigeria.



Dr. Yakubu Joseph arbeitet seit 2015 als Landeskoordinator für Nigeria bei Mission 21.¹ Im Nordosten seiner Heimat leiden die Menschen unter der Gewalt durch die islamische Terrororganisation Boko Haram und ihre Splittergruppen. Mission 21 unterstützt die Betroffenen und engagiert sich in den Bereichen Bildung, Friedensförderung, Ernährungssouveränität, humanitäre Hilfe und Kapazitätsaufbau.

Joseph bezieht sich gerne auf den Friedensaktivisten Julius Nyerere, wenn er von Entwicklung spricht. «Es geht vor allem darum, Menschen zu befähigen, ihre eigenen Ziele zu verfolgen.» Dafür sei Vertrauen nötig und eine global gelebte Solidarität. «Wir sollten Mitgefühl füreinander aufbringen, voneinander lernen und uns als Teil derselben globalen Familie verstehen.» Das lineare Modell der Modernisierungstheorie, wonach sämtliche Staaten einer westlichen Vorstellung von «Entwicklung» folgen sollten, sei krachend gescheitert. «Die Menschen vor Ort kennen ihre Bedürfnisse und die Kontexte, in denen wir arbeiten, am besten. Deshalb schätzen und stärken wir lokales Wissen.» Das Team vor Ort besteht aus drei Nigerianerinnen und drei Nigerianern. Unterstützt werden sie durch eine Programmverantwortliche in Basel.

Kapazitäten vor Ort aufbauen

«In vielen Regionen, in welchen wir heute arbeiten, ist die Lage dermassen fragil, dass wir noch mehr als früher auf das Wissen und die Erfahrung von Menschen vor Ort angewiesen sind», sagt Katharina Gfeller, Abteilungsleiterin Internationale Beziehungen bei Mission 21. «Hinzu kommt, dass es heute einfacher ist, gut ausgebildete Mitarbeitende vor Ort zu finden. Es gibt oft keinen Grund mehr, dass Europäer und Europäerinnen diese Stellen besetzen.» Ein Fokus von Mission 21 sei seit jeher der Aufbau von Kapazitäten. In Indonesien zum Beispiel unterstützt die Organisation seit über 30 Jahren junge Menschen, darunter vor allem Frauen, mit Stipendien. «Viele stehen heute einer lokalen Kirche vor und unterstützen ihre Gemeinden vor Ort.»

¹ Mission 21 ist eine der vier «Faith based»-Mitgliedorganisationen von Unité, die für ihre Programme der Personellen Entwicklungszusammenarbeit einen Programmbeitrag der DEZA erhalten. Mission 21 ist assoziiertes Mitglied bei Unité und erhält ihren DEZA-Programmbeitrag über die Kooperationsgemeinschaft (KoGe).

Wichtiger wurde in den vergangenen Jahren die Süd-Süd-Kooperation. Zum Beispiel teilen Menschen in Nigeria, Kamerun und Ruanda ähnliche Krisenerfahrungen, geprägt von Gewalt gegen Frauen, religiösem Fundamentalismus und ethnischen Konflikten. «Wir tauschen uns regelmässig über Traumaheilung aus und darüber, wie die Resilienz von lokalen Gemeinschaften gestärkt werden kann», erzählt Joseph. Mittlerweile beschränkt sich diese Kooperation aber nicht nur auf benachbarte Länder. Joseph und Mitglieder von nigerianischen Partnerorganisationen besuchten Workshops in Indonesien, wo sie mit muslimischen Religionsführern und Aktivistinnen zusammengearbeitet haben. «Auch sie machen ähnliche Erfahrungen wie wir und engagieren sich gegen religiöse Radikalisierung und ethnische Konflikte.» Die Religion könne dabei über Konfessionen hinweg als Ressource für die Friedensarbeit genutzt werden, ist Joseph überzeugt.

Für ihn haben der Erfahrungsaustausch und eine starke lokale Verankerung der Unterstützung noch einen weiteren Vorteil: Nämlich, dass Programme selbst dann weiterlaufen, wenn sie nicht mehr von Geldgeber:innen aus dem Norden finanziert werden. «Wenn starke lokale Strukturen aufgebaut werden, verhindert dies Abhängigkeiten. Dann können sich die Projekte selbständig tragen und vor Ort nach

**Die Menschen vor Ort
kennen ihre Bedürfnisse
und die Kontexte,
in denen wir arbeiten,
am besten.**

Dr. Yakubu Joseph im Gespräch mit Katharina Gfeller während seinem Besuch am Hauptsitz von Mission 21 in Basel.



neuen Ressourcen suchen.» Joseph ist auch ein starker Befürworter von sozialem Unternehmertum. Zum Beispiel hätten in Nigeria Frauen aus Entwicklungsprojekten heraus Kleinunternehmen gegründet, die heute erfolgreich wiederverwendbare Damenbinden und Stofftaschen herstellen.

Entscheidungskompetenzen an Partner abgeben

Katharina Gfeller negiert nicht, dass es bis heute ein Machtgefälle in der Nord-Süd-Zusammenarbeit gibt. «Mit Geld ist auch immer Macht verbunden», sagt sie. Bei Mission 21 habe man in den letzten Jahren aber bewusst versucht, die Entscheidungskompetenzen in die Partnerländer zu verlagern und das länderübergreifende Lernen zu fördern. Ressourcen würden zunehmend nicht mehr nach Ländern, sondern nach Themen zugewiesen. Darüber werde die «Ownership» in den Partnerländern sowie die Kontinuität der Aktivitäten gestärkt. Heute sei Mission 21 weniger Basel-zentriert und stärker global ausgerichtet, ist Gfeller überzeugt. «Wir haben organisatorische Diskussionen und Entscheidungsprozesse für unsere Partner geöffnet.»

Trotzdem bestehen auch bei Mission 21 bis heute hierarchische Ungleichheiten. Die siebenköpfige Geschäftsleitung besteht komplett aus Personen aus der Schweiz oder Deutschland, genauso wie die neun ehrenamtlich engagierten Vorstandsmitglieder. «Das muss sich in Zukunft ändern», sagt Gfeller. Der Druck dafür komme mittlerweile auch aus den eigenen Reihen im Norden. Junge Mitglieder hätten nämlich genau diesen Punkt an der letzten Synode im Juni kritisiert. ■

Wenn starke lokale Strukturen aufgebaut werden, verhindert dies Abhängigkeiten.

Workshop zur Herstellung von Holzkohle aus Kompost in Yola, Nigeria.



Die Partnerorganisation Lifeline Compassionate Global Initiatives von Mission 21 organisiert in Jos (Nigeria) einen Workshop zur Friedensförderung.

Haïti – Impérialisme culturel et Santé

Tania Pierre Charles est la directrice du CRESFED, une organisation partenaire d'Eirene Suisse en Haïti, qui a pour objectif de développer les compétences des responsables tant de la société civile que des pouvoirs publics.



Photo Eirene Suisse

Depuis plusieurs décennies, la coopération internationale joue un rôle incontournable dans tous les domaines en Haïti. En ce qui concerne la Santé, spécifiquement, le plus grand bailleur depuis les années 70 est l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Elle opérationnalise son aide via des programmes et projets exécutés à travers le réseau d'ONG américaines en « collaboration » avec le Ministère de la Santé Publique. Parallèlement, depuis les années 90, un processus de réforme néolibérale du système sanitaire haïtien est en cours. Elle est basée sur les principes de décentralisation, focalisation sur les populations, privatisation du secteur public « rentable », autogestion hospitalière, promotion des assurances privées et du financement basé sur les résultats entre autres.

Ces deux faits ne sont pas sans implications, car c'est le contexte où s'insèrent les projets et programmes « proposés » qui sont présentés comme des modèles, traditions et valeurs universels au-delà de la réalité spécifique et culturelle de notre pays. Cela signifie que c'est la vision du bailleur qui est la bonne et l'unique. Celle-ci est véhiculée par des « solutions préfabriquées » qui dans la plupart des cas sont inadéquates et non adaptées pour les besoins des populations. Cette réalité traduit une asymétrie dans les relations de « coopération » et reflète une hiérarchie de connaissances et de savoirs, où le bailleur « sait » ce dont nous avons besoin. La conséquence en est que les efforts de développement ratent encore trop souvent l'objectif souhaité. L'exemple suivant n'est qu'un des nombreux qui illustrent cette problématique.

La santé maternelle en Haïti

Moins de 40 pour cent des naissances en Haïti ont lieu dans un établissement de santé selon l'Insti-

tut Haïtien de l'Enfance et ICF en 2018, donc la majorité des accouchements se fait dans un endroit « autre ». Ceci met en évidence l'existence de deux systèmes parallèles : celui de la médecine occidentale légitimée par la scientificité des connaissances et celui de la médecine créole, produit de la mobilisation de savoirs et d'expériences des personnes historiquement opprimées, exclues, déshumanisées et marginalisées.

Le programme Santé pour le développement et la stabilité d'Haïti (SDSH) financé par l'USAID de 2007 à 2012 a été identifié comme programme phare de la santé maternelle. Ses objectifs soulignaient la nécessité de réduire le taux élevé de mortalité maternelle, et, pour y arriver, misaient sur une meilleure accessibilité aux soins prénatals et obstétricaux en encourageant l'accouchement dans les établissements de santé. Le rapport officiel de ce programme affirmait ce qui suit en 2012 : Une récente enquête fait état que de nombreuses femmes n'envisagent pas d'accoucher dans un établissement de santé, parce qu'elles ne possèdent ni de robe de chambre ni de sandales à porter après l'accouchement, pour préserver leur dignité. Le SDSH a œuvré avec son partenaire Direct Relief International (DRI) pour fournir aux jeunes femmes enceintes des kits d'accouchement.

Cet exemple démontre l'incompréhension de la part des décideurs face à la complexité du problème de l'accouchement à domicile, qui pour la majorité des parturientes haïtiennes est un événement social et spirituel partagé collectivement où la femme est entourée d'attention. La déconstruction de certaines approches est nécessaire pour répondre aux besoins réels des personnes auxquelles ces programmes et projets sont destinés. ■

Une coopération respectueuse et une écoute réciproque

L'organisation E-CHANGER vise le renforcement durable d'organisations de la société civile dans le Sud global. Cet engagement est guidé par les besoins spécifiques des organisations partenaires. De 2018 à 2021, elle a par exemple appuyé au Burkina Faso l'Association pour la Recherche et la Formation en Agro-écologie (ARFA) dans le renforcement de ses ressources humaines.

Texte
Sergio Ferrari

Traduction
Rosemarie Fournier

Photos
E-CHANGER / ARFA

Bibata Dao collabore avec ARFA depuis octobre 2018 comme responsable des ressources humaines.

Photo : m&ad



Abel Beda, coordinateur général d'ARFA.

Photo : Abel Beda



Depuis 2015, la coopération internationale au Burkina Faso fait face à une réalité bien particulière, marquée par une insécurité grandissante du fait des actions croissantes des groupes terroristes. Près de deux millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, 40 pour cent des 20 millions d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté et un produit intérieur brut par habitant inférieur à 1000 dollars par an... Cette situation fait du Burkina Faso l'un des pays les plus appauvris du continent.

En septembre de cette année, E-CHANGER (E-CH) – présent au Burkina Faso depuis 20 ans – a terminé un projet réalisé par une coopératrice nationale. Bibata Dao a travaillé pendant quatre ans à l'Association pour la Recherche et la Formation en Agro-écologie (ARFA). Cette organisation, très présente en milieu rural, est spécialisée dans le conseil et l'accompagnement des productrices et producteurs agricoles. Elle soutient et conseille actuellement 1800 agricultrices et agriculteurs (faisant partie de ses programmes de développement agro-écologique), et 150 conseillères et conseillers communaux. L'association participe également à la formation de 6000 élèves dans 195 écoles partenaires.

En octobre 2018, Bibata Dao, titulaire d'une maîtrise en droit et d'un master en gestion des ressources humaines, s'est déplacée de Ouagadougou à Fada-Ngourma, à 220 kilomètres à l'est de la capitale, pour occuper le poste de chargée des ressources humaines, au sein de l'équipe administrative au siège d'ARFA. En tant que collaboratrice de confiance, elle a soutenu la direction d'ARFA dans un large éventail d'activités. Elle a accompagné l'équipe au siège et a fourni en outre un soutien direct aux 57 agentes de terrain employées par l'ARFA.

« Ce fut une mission très réussie. L'une des missions E-CH les plus complètes au Burkina Faso », déclare Marie-Cécile Frieden, responsable du programme pays en Suisse. Et souligne que la coopératrice nationale a contribué à créer une base conceptuelle et documentaire pour la gestion des



Au Burkina Faso, l'organisation partenaire d'E-CHANGER, L'Association pour la Recherche et la Formation en Agro-écologie (ARFA), travaille avec les petits pay-

sans pour l'adoption des pratiques agro-écologiques et avec les élèves pour la promotion de l'éducation environnementale.

ressources humaines d'ARFA, un domaine qui n'existait pas avant son arrivée à l'ONG. Abel Beda – coordinateur général d'ARFA – confirme dans un dialogue avec PRAXIS cette carence au sein de son ONG. Il rappelle qu'en 2017 ils ont réalisé un « diagnostic organisationnel et institutionnel qui a relevé la nécessité d'avoir une responsable des ressources humaines pour favoriser l'épanouissement du personnel et obtenir de lui une meilleure efficacité ». Ce diagnostic fut le déclencheur de la demande présentée à E-CHANGER.

Monsieur Beda décrit les progrès réalisés dans la gestion des ressources humaines depuis l'arrivée de Bibata Dao, en commençant par la construction d'un dispositif de gestion des ressources humaines. Cela incluait la déclaration des entrées et sorties des agentes auprès de la Sécurité Sociale; la mise à jour des contrats conformément à la législation du travail; le registre employeur d'ARFA ainsi que celui du personnel; le suivi et la négociation des dettes de l'organisation auprès de la Sécurité Sociale de plus de 15 000 euros. Avec l'appui de Bibata Dao, ARFA a réussi à mettre à jour ses outils de gestion: procédure de recrutement, manuel d'évaluation du personnel, mise en place du bureau des déléguées du personnel, élaboration et adoption d'une politique salariale ainsi que d'un plan de communication. Sans oublier les formations en Teambuilding, la gestion des stages en agro-écologie, l'organisation des évaluations annuelles, la participation aux missions techniques sur le terrain, l'appui à l'animation de la page Facebook et du site web d'ARFA, entre autres domaines d'activité de la coopératrice nationale.

« En résumé, nous tirons un bilan très satisfaisant de ce soutien qui a permis à ARFA un bond qualitatif considérable pour une ONG locale. Cela a également aidé à l'amélioration de l'image de l'organisation », explique Abel Beda qui souligne que, suite à ce magnifique travail, ARFA a décidé d'intégrer ce nouveau poste dans son programme institutionnel.

Cette consolidation est d'autant plus pertinente qu'elle intervient à un moment très complexe pour le Burkina Faso et ARFA. Travailler dans cette région sécuritairement risquée nécessite des ajustements et beaucoup de créativité. Les ONG nationales ont dû faire face à l'impact négatif d'attaques dans diverses zones rurales du pays. ARFA s'est vue dans l'obligation de redimensionner géographiquement son travail et à faire face à des difficultés sur le terrain qui ont entraîné des retards dans son agenda, comme la suspension des activités publiques, des activités d'alphabétisation dans certains villages et du travail communautaire. « Malgré tout, notre partenaire s'est vraiment approprié les contributions de notre coopératrice et de notre présence. Une expérience pleinement réussie », conclut Marie-Cecile Frieden. ■

Avec l'appui de Bibata Dao, ARFA a réussi à mettre à jour ses outils de gestion.

Notre partenaire s'est vraiment approprié les contributions de notre coopératrice.

Aktuelle Herausforderungen angehen Faire face aux défis actuels

Die Partnerorganisationen von Mission 21 schulen in Nigeria Kleinbauern und -bäuerinnen in Umweltschutz und nachhaltiger Landwirtschaft. Manchmal müssen aufgrund der Nahrungsmittelknappheit aber auch Lebensmittel verteilt werden, wie hier im Rahmen des humanitären Projekts einer Partnerorganisation von Mission 21.

Foto Mission 21



Steigende Armut, Hunger und Fragilität

Zum ersten Mal seit einer Generation nehmen Armut und Hunger weltweit wieder zu. Um die Ziele der Agenda 2030 doch noch zu erreichen, muss die internationale Gemeinschaft jetzt dringend entschlossen handeln.

Text
Sara Ryser

Im September 2019 erklärte die UNO die verbleibende Zeit bis 2030 zur Decade of Action und warnte, dass «2020 ein Jahrzehnt ehrgeiziger Massnahmen einleiten muss, um die nachhaltigen Entwicklungsziele bis 2030 zu erreichen». Doch statt Fortschritte zur Erreichung der Agenda 2030 zu machen, entfernt sich die Welt seither weiter davon weg.

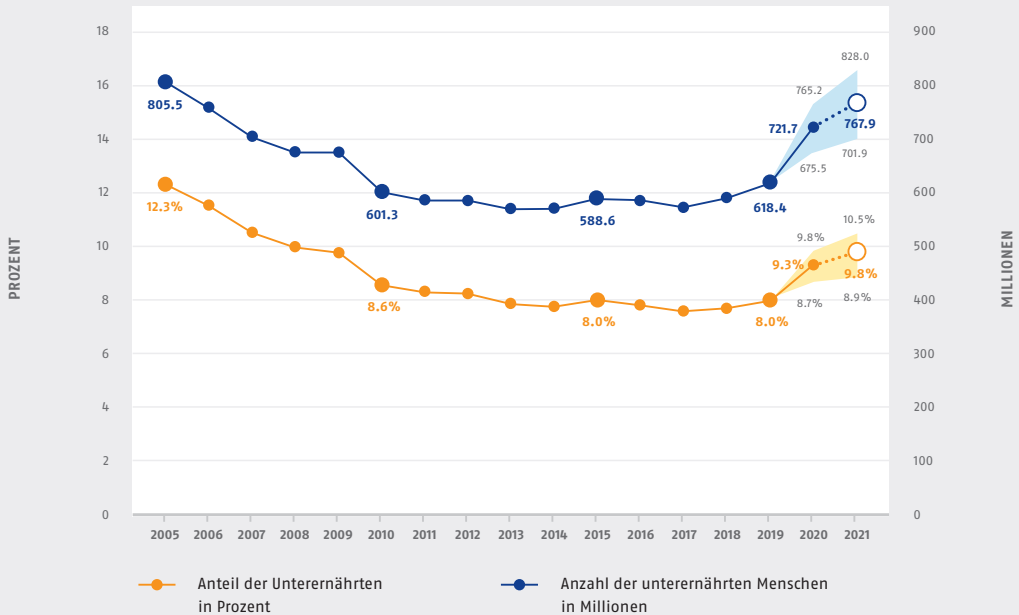
Die Covid-19-Pandemie hat die grösste globale Wirtschaftskrise seit über einem Jahrhundert ausgelöst. Zum ersten Mal seit einer Generation hat die weltweite Armut wieder zugenommen; 93 Millionen Menschen wurden zusätzlich in die extreme Armut gedrängt. Die Weltbank schätzt, dass derzeit etwa 719 Millionen Menschen unter der Armutsgrenze von 2,15 US-Dollars pro Tag leben. Darüber hinaus führten unverhältnismässige Einkommensverluste bei benachteiligten Bevölkerungsgruppen zu einem drastischen Anstieg der Ungleichheit innerhalb und zwischen den Ländern. Erste Anzeichen deuten darauf hin, dass die Erholung von der Krise ebenso ungleichmässig verlaufen wird. Ausgerechnet jetzt, als dieser plötzliche Rückschritt bei der Armutsbekämpfung allein schon die Umsetzung der Agenda 2030 gefährdet, steht die Welt vor einer neuen Nahrungsmittelkrise.

Die schlimmste Hungersnot seit dem Zweiten Weltkrieg

Die Zahl der hungernden und mangelernährten Menschen ging bis 2015 stetig ein bisschen zurück, stagnierte dann für ein paar Jahre und stieg 2020 stark an. Die Ernährungs- und Landwirtschaftsorganisation der Vereinten Nationen (FAO) schätzt, dass 2021 bis zu 828 Millionen Menschen Hunger leiden mussten – das sind 150 Millionen mehr seit dem Ausbruch der Covid-19-Pandemie und fast 10 Prozent der Weltbevölkerung. Zusätzlich zur anhaltenden Dürre am Horn von Afrika (in Somalia ist zum vierten Mal in Folge die Regenzeit ausgefallen!) führen die durch den Krieg in der Ukraine ausgelösten Unterbrechungen der weltweiten Nahrungsmittelversorgung und die steigenden Lebensmittelpreise zu einer drastischen Verschärfung der Hungerkrise. Gemäss dem neusten Bericht des Welternährungsprogramms und der FAO sind derzeit bis zu 222 Millionen Menschen in 53 Ländern von akuter Ernährungsunsicherheit betroffen und 970 000 Menschen drohen in den nächsten Monaten zu verhungern, wenn keine Massnahmen ergriffen werden. Derweil sind nicht einmal 10 Prozent der Finanzierungsanträge der UNO zur Hungerbekämpfung gedeckt.

**Derzeit leben etwa
719 Millionen
Menschen unter der
Armutsgrenze.**

2021 waren weltweit zwischen 702 und 828 Millionen Menschen von Hunger betroffen. Unter Berücksichtigung der mittleren Spanne (768 Millionen) litten im Jahr 2021 46 Millionen Menschen mehr an Hunger als im Jahr 2020 und insgesamt 150 Millionen Menschen mehr als 2019 vor der Covid-19 Pandemie.



Die gepunkteten Linien stellen die prognostizierten Werte für 2021 dar. Die schattierten Bereiche markieren den unteren und oberen Grenzwert der geschätzten Spanne.

Quelle: FAO, 2022

Den Teufelskreis durchbrechen

Eine Entspannung ist in der aktuellen Wirtschaftslage mit der drohenden Rezession und steigenden Inflation erst einmal nicht zu erwarten. Vielmehr werden die immer stärker spürbaren Folgen der Klimaerwärmung in Form von langen Dürreperioden und Flutkatastrophen die Armutssituation und Hungerkrise in den Ländern des Globalen Südens weiter verschärfen. Die Zunahme von Armut und Hunger bedeutet aber auch eine steigende Fragilität und Krisenanfälligkeit vieler Länder. Es ist höchste Zeit, diesen Teufelskreis zu durchbrechen und zurück auf den Weg zur Erreichung der nachhaltigen Entwicklungsziele zu finden. Die internationale Gemeinschaft muss sich den mit der Verabschiedung der Agenda 2030 gemachten Versprechen wieder bewusst werden und die notwendigen Ressourcen für die Umsetzung der 17 Ziele bereitstellen. Die bittere Realität erinnert uns daran, dass wir die Vision der Agenda 2030 nicht aus den Augen verlieren dürfen. ■


Derzeit sind bis zu 222 Millionen Menschen von akuter Ernährungsunsicherheit betroffen.



Über uns

Seit mehr als 55 Jahren setzt sich Unité, der Schweizerische Verband für Personelle Entwicklungszusammenarbeit, für die Verbesserung der Qualität der Facheinsätze im Freiwilligenstatus durch Standardsetzung, Evaluationen, Studien sowie Unterstützung und Weiterbildung ein. Er besteht aus dreizehn Mitgliedorganisationen. In Partnerschaft mit der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (DEZA) engagiert sich der Verband für eine wirksame, nachhaltige und gerechte Zusammenarbeit mit den Südpartnern.

Im Jahr 2021 wurden

 **449** Einsätze der Personellen Entwicklungszusammenarbeit in

 **42** Ländern durchgeführt.

Unité

Schweizerischer Verband für Personelle Entwicklungszusammenarbeit

Rosenweg 25, 3007 Bern
Telefon +41 (0)31 381 12 19
info@unite-ch.org

www.unite-ch.org

A propos

Depuis plus de 55 ans, Unité, l'Association suisse pour l'échange de personnes dans la coopération au développement, veille à la qualité des engagements de volontaires au travers de standards, évaluations, appuis institutionnels, études et formations. Elle est formée de treize organisations membres. En partenariat avec la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), elle s'engage en faveur d'une coopération efficace, durable et équitable avec les partenaires du Sud.

En 2021,

 **449** affectations de coopération par l'échange de personnes ont été menées dans

 **42** pays.

Unité

Association Suisse pour l'échange de personnes dans la coopération au développement

Rosenweg 25, 3007 Berne
Téléphone +41 (0)31 381 12 19
info@unite-ch.org



@Unite_Schweiz @Unite_Suisse

